



# Une semaine décisive pour les employés

Les employés de la buanderie de l'HFR ont décidé de se mettre en grève. Une solution pour éviter provisoirement la privatisation se dessine, mais elle serait refusée par la direction.

DOMINIQUE MEYLAN

**HFR.** Le personnel de la buanderie de l'Hôpital fribourgeois se mettra en grève lundi. Les syndicats, avec le soutien du Parti socialiste, des Verts, de Solidarités et d'Attac-Fribourg, l'ont annoncé hier en conférence de presse. La direction de l'HFR avait communiqué en février son intention d'externaliser la gestion de cette structure.

«Le sort de la buanderie va se décider ces prochains jours», rapporte Gaétan Zurkinden, secrétaire régional du Syndicat des services publics (SSP). Le bureau du conseil d'administration se réunit mercredi et devrait statuer sur le résultat des négociations. Si les syndicats mettent une telle pression, c'est qu'ils craignent une issue négative.

Les discussions, menées avec les ressources humaines et le secteur logistique de l'HFR, ont pourtant débouché sur une solution de compromis qui permettrait le maintien d'une buanderie publique pendant huit à dix ans. L'idée serait de mandater une étude pour voir si une telle solution est possible financièrement. Mais, selon les informations dont disposent les syndicats, cette proposition aurait été balayée par la directrice générale de l'HFR, Claudia Käch.

## Trois axes

Les négociations ont porté sur trois axes. Les syndicats jugent les conclusions à leur



Les employés de la buanderie de l'HFR ont mené un premier débrayage fin avril (photo). Lundi, ils se mettent véritablement en grève. ARCH - A. VULLIOUD

avantage. Pour Gaétan Zurkinden, les discussions ont confirmé que le maintien d'une buanderie publique ne coûterait pas plus cher que la privatisation. «Selon les chiffres à notre disposition, il coûterait même légèrement moins cher», affirme le SSP dans un appel à soutenir les employés.

Pour justifier la privatisation, le conseil d'administration a invoqué la nécessité de construire un nouveau bâtiment pour la buanderie. Lors des discussions, aucun plan, budget ni échéancier concret n'a pu être présenté. «De fait, il n'y aura pas de nouveau bâtiment avant huit ou dix ans», estime Gaétan Zurkinden. Un laps de temps dont espèrent profiter les syndicats.

Alors que les activités de la buanderie sont actuellement réparties sur les sites de Fribourg et Tavel, «la direction a

admis qu'elle ne disposait pas d'étude précise pour savoir si une centralisation à Fribourg était possible», rapporte Gaétan Zurkinden. «On décide de l'avenir de 30 personnes sans avoir analysé les perspectives et les conséquences, s'indigne Armand Jaquier, secrétaire régional pour UNIA. C'est dramatique, venant d'un des plus gros employeurs du canton.»

## Deux socialistes

Tous les espoirs sont maintenant dirigés vers la décision du bureau du conseil d'administration. Cet organe est composé du président Philippe Menoud, appuyé par la directrice de la Santé et des affaires sociales Anne-Claude Demierre et l'ancien conseiller d'Etat Pierre Aeby, tous deux socialistes. Beaucoup d'attentes reposent sur les représentants de la gauche.

Les syndicats n'ont aucun doute sur la légalité de la grève. Un compromis a certes été trouvé, mais il semble rejeté par la direction. Si l'idée d'une étude était acceptée, le mouvement serait alors annulé.

Au terme d'une première journée de mobilisation, le personnel se prononcera sur la poursuite de la grève. Il espère rencontrer Anne-Claude Demierre ainsi que la direction de l'HFR pour leur présenter ses revendications. Mardi, une manifestation de soutien est organisée par les syndicats sur le site de l'Hôpital cantonal à Fribourg.

Contactée hier, la porte-parole de l'HFR ne souhaite pas commenter ce nouveau rebondissement. L'hôpital se prépare toutefois aux inconvénients engendrés par la grève et prend des dispositions pour avoir suffisamment de linge lundi. ■

## La mortalité baisse grâce aux mesures

**ABLETTES.** Les mesures d'urgence prises à la suite de la mort d'un grand nombre d'ablettes dans la Sarine à Fribourg sont efficaces, selon un communiqué de Groupe E et de la Direction des institutions, de l'agriculture et des forêts. L'adaptation du turbinage, couplé à un service de piquet, a permis de diminuer significativement la mortalité des poissons ces derniers jours. Les fortes pluies de la nuit de lundi à mardi ont toutefois été fatales à quelque 200 ablettes. Les mesures continuent jusqu'à la fin de la période de reproduction.

Les analyses du Tierspital de Berne ont permis de confirmer les hypothèses: les poissons sont morts de stress, puis d'asphyxie. Les ablettes ont choisi un banc de gravier près du pont de Berne en Basse-Ville de Fribourg pour se reproduire. Les mâles, quand ils sont venus féconder les œufs, se sont retrouvés à sec après l'arrêt des turbines. «Il s'agit d'un phénomène exceptionnel», souligne le communiqué. Les règles ont été respectées et la procédure était semblable aux années précédentes. Groupe E et le canton travaillent maintenant sur une solution durable. DM

## En bref

### RÉSEAUX SOCIAUX

#### L'UDC Stéphane Peiry tient des propos controversés

En qualifiant sur les réseaux sociaux le Centre suisse islam et société de «centre pour terroristes en herbe», le député UDC Stéphane Peiry crée la polémique. Ces propos, révélés par *La Liberté*, interviennent quelques jours après les attentats de Londres et de Manchester. L'UDC avait lancé une initiative cantonale pour empêcher l'ouverture de ce centre. Interrogé par *La Liberté*, Stéphane Peiry se défend en invoquant «une tournure de phrase malheureuse».

### CLAVALEYRES

#### Le village bernois pourrait devenir fribourgeois

Moutier n'est pas la seule commune du canton de Berne à voter sur son appartenance cantonale. Le Grand Conseil bernois a donné hier son feu vert à la Loi sur le transfert de Clavaleyres au canton de Fribourg dans le cadre d'une fusion avec Morat. Les citoyens de la commune bernoise doivent encore se prononcer sur ce mariage. Côté fribourgeois, le Grand Conseil a donné son accord de principe. Le village de Clavaleyres, qui compte quelque 50 habitants, forme une enclave dans le canton.

### VILLARS-SUR-GLÂNE

#### Edifea crée une quinzaine de postes de travail

La société genevoise de construction Edifea va ouvrir de nouveaux bureaux à Villars-sur-Glâne. L'entreprise veut y établir une quinzaine de postes de travail dans un horizon de douze à dix-huit mois, qui viendront s'ajouter aux cinq collaborateurs déjà actifs dans le canton. Fondée en 2009 à Genève, la société Edifea a connu une importante croissance et compte plus de 85 collaborateurs, selon un communiqué. Une succursale a été ouverte à Lutry en 2012, afin de se rapprocher de différents projets dans le canton de Vaud. L'établissement de Villars-sur-Glâne répond à cette même logique de rapprochement.

### NATURALISATION

#### Attestation de compétences linguistiques exigée

Dès 2018, les dossiers de naturalisation devront contenir une attestation officielle de compétences linguistiques. Il s'agit d'un durcissement prévu par la nouvelle Loi fédérale sur la nationalité suisse, rappelle la Direction des institutions, de l'agriculture et des forêts. Une évaluation de langue spécifique, appelée Fide, a été élaborée sur mandat du Secrétariat d'Etat aux migrations. Seules les institutions accréditées pourront délivrer le «passeport Fide».

# Des années de combat pour être entendu

Les personnes atteintes de maladie psychique prennent désormais une part active à leur traitement.

**PARUTION.** En vingt-cinq ans, le traitement des maladies psychiques a fortement évolué. Les personnes atteintes sont davantage prises en compte et participent à leur traitement. Un livre, *Folie à temps partiel. D'objet de soins à citoyen*, retrace cette évolution. Le vernissage, ouvert au public, a lieu aujourd'hui au couvent des Cordeliers, à Fribourg.

Cette année, l'Association fribourgeoise action et accompagnement psychiatrique (AFAAP) et son pendant neuchâtelois (ANAAP) fêtent leurs vingt-cinq ans. A Lausanne, le GRAAP célèbre ses trente ans. Cet ouvrage est une manière de marquer ce triple anniversaire. «Nous avons voulu montrer comment ces mouve-

ments de patients ont évolué et ont pu avoir un impact sur leur région et sur la psychiatrie en général», rapporte son auteure, Stéphanie Romanens-Pythoud.

## Besoin de se regrouper

Le livre est basé sur de nombreux entretiens et archives. Les associations sont nées à un moment où la psychiatrie hospitalière change: les séjours se font moins longs et les soins ambulatoires prennent de l'importance. «Le patient s'est trouvé passablement isolé», souligne l'auteure.

Les associations ont immédiatement affronté un défi: leurs membres souhaitaient être entendus, pouvoir décrire ce qu'ils vivaient de l'intérieur. D'objet, le patient va peu à peu devenir sujet. Un terme résume cette évolution, «l'empowerment». «On redonne sa voix au malade. Nos associations œuvrent pour qu'il soit considéré comme expert de sa pathologie, une

expertise équivalente à celle du médecin, de l'assistant social ou des autres professionnels», résume Stéphanie Romanens-Pythoud.

L'apparition des pairs praticiens répond à cette évolution. Il s'agit de personnes qui ont vécu la maladie et l'hospitalisation et qui sont aujourd'hui stabilisées ou rétablies. Armées de ce recul sur leur parcours, elles suivent une formation et peuvent ensuite être intégrées à des équipes médicales dans des projets de recherche ou pour un accompagnement différent des patients.

Les directives anticipées font également partie des avancées. Le patient, lorsqu'il se sent bien, peut prendre des décisions en vue des moments de crise, qui doivent ensuite être respectées par les soignants.

## Rétabli, mais pas guéri

Le milieu professionnel a également changé de regard sur la guérison.

Contrairement à une grippe qu'on oublie après quelques jours, les patients apprennent à vivre avec leur pathologie. Ils se rétablissent, mais ne guérissent pas. «La personne doit trouver un équilibre en apprenant à connaître ses faiblesses et ses forces», explique Stéphanie Romanens-Pythoud. Un équilibre individuel, mais aussi social: il est important de pouvoir se maintenir dans la société.

Pour l'auteure, les associations ont clairement contribué à ces changements. Le parcours a toutefois été semé d'embûches. «Certains milieux médicaux avaient des craintes face à ces associations qui ont souvent été perçues d'abord comme des syndicats de patients.» A côté de ces peurs, des soutiens se sont aussi exprimés, alors que la psychiatrie connaissait un mouvement d'ouverture.

Il reste des combats, parmi lesquels la lutte contre la stigmatisation. «C'est encore très difficile de dire qu'on

souffre d'une maladie psychique», relève Stéphanie Romanens-Pythoud. Les associations interviennent, notamment par l'action communautaire en sensibilisant le grand public dans la rue.

Sur le marché de l'emploi, les personnes atteintes dans leur santé psychique souffrent de discrimination: «Le marché du travail a encore de la peine à les intégrer, à leur faire confiance et à envisager les adaptations nécessaires à leur engagement. Pourtant, ces personnes n'ont pas moins de compétences.»

DOMINIQUE MEYLAN

Stéphanie Romanens-Pythoud avec la collaboration de Virginie Stucki, Krzysztof Skuza et Shirin Hatam, *Folie à temps partiel. D'objet de soins à citoyen*, Médecine et hygiène, 208 pages

Fribourg, couvent des Cordeliers, table ronde et vernissage, jeudi 8 juin, 18 h 30